



Parti socialiste
vaudois



FÉDÉRATION SOCIALISTE DE L'AIN



Parti socialiste
genevois



Parti Socialiste
du Valais Romand

DECLARATION COMMUNE VOTATION SUR LA LIBRE-CIRCULATION DES PERSONNES

Les partis socialistes de Genève, du Valais Romand, de Vaud, de l'Ain et de la Haute-Savoie prennent acte avec tristesse de la décision du peuple suisse de voter à une courte majorité en faveur de l'initiative déposée par l'UDC remettant en cause les accords de libre-circulation des personnes entre la Suisse et l'Union européenne. Ils regrettent tout particulièrement les attaques anti-frontaliers dont se sont rendus coupables de nombreux dirigeants des partis et mouvements populistes pendant la campagne. La souveraineté populaire doit être respectée et la Suisse doit désormais requalifier le périmètre de ses relations avec l'Union européenne, sachant que les barrières à la libre-circulation des personnes ne manqueront sans doute pas d'avoir des contreparties, notamment en matière de libre-circulation des biens, services et capitaux.

Néanmoins, nous continuons à envisager avec optimisme les relations que la Haute-Savoie, l'Ain et les cantons qui leur sont frontaliers entretiendront dans les années à venir. Nous constatons que les habitants de l'ensemble des cantons frontaliers (notamment Genève, Valais, Vaud) ont rejeté l'initiative, les deux cantons les plus concernés par les flux frontaliers, Genève et Vaud, à plus de 60% des votants. Nous réaffirmons de concert que les dizaines de milliers de frontaliers qui traversent chaque jour une frontière virtuelle à bien des égards sont indispensables à la vie économique du territoire et notamment à l'attractivité de la place de Genève, et qu'un nombre non négligeable de ceux-ci sont par ailleurs des citoyens helvétiques.

Les partis socialistes et les forces progressistes des deux côtés de la frontière continueront à travailler ensemble avec l'idée commune que notre horizon est un territoire résolument transfrontalier, en particulier mais pas seulement dans l'espace du Grand Genève. Nous avons toujours été parfaitement conscients des lacunes dans l'accompagnement de ces flux transfrontaliers en matière de transports, de logement, de santé, au détriment aussi bien de la Suisse que de la France. Nous considérons que notre territoire, qui doit avancer vers davantage de solidarité et de complémentarité au bénéfice des citoyens suisses, français, mais aussi d'autres nationalités, peut devenir un modèle pour une Union européenne qui a tendance à s'éloigner de ses citoyens au profit d'une conception financière et austéritaire de la politique économique.

Les PS de Genève, du Valais Romand et de Vaud demandent en conséquence à leurs autorités respectives que celles-ci entreprennent dans les meilleurs délais et avec la plus grande fermeté des négociations visant à trouver des solutions particulières et rapides pour que les cantons qui ont rejeté très nettement l'initiative isolationniste de l'UDC ainsi que les régions frontalières qui travaillent de manière étroite avec ces derniers n'aient à pâtir de ce vote de repli nationaliste. De plus, conscients que nombre de concitoyennes et concitoyens en grande difficulté ont voté pour l'initiative, les PS (uniquement suisses) considèrent qu'il n'a jamais été aussi urgent d'appliquer les mesures d'accompagnement nécessaires à la libre circulation, comme un salaire minimum ou des sanctions réellement dissuasives pour les entreprises qui pratiquent le dumping salarial. Les mesures d'accompagnement doivent aussi protéger les locataires contre la spéculation et soutenir les efforts de formation, notamment la formation continue.